**UNICEF Djibouti**

**TERMES DE REFERENCE**

1. **Contexte**

Depuis 70 ans, l’UNICEF travaille sur le terrain dans 190 pays et territoires pour promouvoir la survie, la protection et le développement des enfants. Premier fournisseur mondial de vaccins pour les pays en développement, l’UNICEF soutient la santé et la nutrition des enfants, l’accès aux services de qualité d’approvisionnement en eau potable, de l’assainissement et d’hygiène, une éducation de base de qualité pour tous les garçons et filles, et la protection des enfants contre la violence, l’exploitation. L’UNICEF est entièrement financé par les contributions volontaires des particuliers, des entreprises, des fondations et des gouvernements.

Le changement climatique, l'accès à l'énergie et la dégradation de l'environnement sont des questions d'égalité, les enfants et les jeunes étant souvent les plus vulnérables et les plus touchés. S'attaquer au changement climatique, à l'accès à l'énergie et à la dégradation de l'environnement est donc vital pour construire un avenir plus durable pour les enfants. En outre, il est impératif que nous intégrions nos actions sur les ODD (Objectifs pour le Développement Durable) et par nos réponses humanitaires. Chacun des sept domaines de résultats du plan stratégique 2014-2017 d’UNICEF - santé, nutrition, VIH, eau et assainissement, protection de l'enfance, inclusion sociale et éducation - est affecté d'une manière ou d'une autre par le changement climatique et / ou la dégradation de l'environnement. Heureusement, chaque volet du travail d’UNICEF présente également des opportunités pour agir sur le climat, l'énergie et / ou l'environnement afin d'obtenir des résultats plus durables. Le changement climatique, le manque d'accès à l'énergie et la dégradation de l'environnement ont des implications majeures pour les enfants et UNICEF a un fort potentiel pour améliorer la réponse à ces problèmes.

Le plan stratégique 2022-2025 d’UNICEF reconnaît que le changement climatique et la dégradation de l’environnement représentent des risques à la survie et l’épanouissement d’un enfant et que tous les niveaux de l’organisationnelles d’UNICEF doivent travailler de manière coordonnée. Le plan stratégique établit des liens étroits entre les réponses au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe (RCC), car les enfants nécessitent de manière accrue de solutions holistiques qui traitent à la fois des impacts de catastrophes climatiques soudaines, comme les sécheresses et les inondations, et de solutions résilientes qui favorisent un développement à long terme face aux changements du climat. Le plan stratégique active tous les leviers d’UNICEF sur ces questions : les programmes mondiaux, les outils de plaidoyer et de communication ainsi que les opérations et les chaîne d’approvisionnement. Le changement climatique est une question d’équité, les enfants et les jeunes étant les plus vulnérables et les plus touchés. S’attaquer aux problèmes du changement climatique est donc vital pour construire un avenir plus durable pour les enfants.

Djibouti est considéré comme l’un des pays le plus vulnérable face au changement climatique, en raison de la dégradation importante de son environnement et de sa vulnérabilité face aux effets du changement du climat. Il est donc important que le gouvernement de Djibouti et ses partenaires techniques et financiers s’engagent à protéger les enfants et leurs familles par des mesures d’adaptation (et/ou de mitigation) face au changement climatique, et de veiller à ce que les enfants partout dans pays puissent vivre dans des environnements sûrs et durables.

Afin d’aider les principaux acteurs à analyser plus efficacement les impacts des changements climatiques, et d’investir dans les mesures d’adaptation et/ou de mitigation, UNICEF prévoit d'effectuer pour Djibouti une analyse de l’impact du changement climatique sur les enfants (Climate Landscape Analysis for Children ou CLAC), en examinant la situation du climat affectant les enfants et comment celle-ci est liée aux priorités d'UNICEF. Le rapport examine les parties prenantes, les politiques gouvernementales et les programmes pertinents à Djibouti. Il fournira également des recommandations sur la manière dont UNICEF Djibouti pourrait intégrer et renforcer les actions liées au climat dans son programme de son pays.

1. **Objectif**

Le/la consultant (e) national(e), sous la supervision du consultant ou bureau d’études international avec l’appui du Point focal d’UNICEF sur les changements climatiques, appuiera à la production d’un rapport analyse CLAC pour Djibouti.

Le/la consultant (e) national(e) contribuera à la collecte, la compilation et l’examen des sources clés ainsi que la coordination de la collecte et l’examen des informations. Le/la consultant (e) national(e) participera à l’entreprise des entretiens avec les principales parties prenantes nationaux ainsi que des consultations avec les jeunes sur le sujet. Le/la consultant (e) national(e) appuiera à l’analysera des informations et fournira des recommandations au Bureau Djibouti.

1. **Méthodologie**

Le/la consultant (e) national(e) suivra la note d’orientation d’UNICEF sur les analyses CLAC (qui sera partagée par UNICEF). Un examen sur dossier sera nécessaire pour examiner les documents de travail, rapports, études, recherches, réglementations et autres cadres juridiques en vigueur spécifiques à chaque pays. L’examen sur dossier comprendra également des rapports globaux et régionaux d’UNICEF ainsi que des données spécifiques à chaque pays (c’est-à-dire des rapports tels que l’indice du risque climatique des enfants (CCRI), l’identification et l’analyse des contributions déterminées au niveau national (CDN), etc.). Les entretiens avec les principales parties prenantes au niveau national comprendront des responsables gouvernementaux, des organismes des Nations Unies (UNICEF, PNUD, ONU Habitat, PNUE, FAO, etc.), des bailleurs de fond, la société civile (y compris les organisations de la jeunesse) et le secteur privé. Des analyses et des recherches supplémentaires seront menées pour adresser des questions précises et, au besoin, pour combler les lacunes. L’analyse, la collecte de données et les résultats seront validés dans des Organisation et animation d’un atelier de formation et de restitution de l’équipe (et éventuellement des partenaires) pour partage des conclusions et pour prise en compte du CC dans les programmes UNICEF à Djibouti

1. **Livrables**
2. **Plan de travail :**

Appuie à la fournir d’un plan de travail détaillé pour validation par UNICEF.

1. **Examen documentaire**

Appuie au travail de collecte de données et l’examen de toutes les informations pertinentes, y compris, mais sans s’y limiter, les suivantes :

 Documents spécifiques à Djibouti

* + Les politiques et stratégies sectorielles nationales telles que, par exemple, le plan national de réduction des risques de catastrophe, CDN, le plan national d’adaptation (PNA), les mesures d’atténuation appropriées au niveau national (MAAN), les cadres politiques sur les changements climatiques, les politiques socio-économique, les plans de développement nationaux apparentés.
	+ Recherche, études ou analyses liées au changement climatique couvrant le pays, y compris les projections climatiques.
	+ Initiatives et programmes passés, en cours et prévus en matière de changement climatique pour les secteurs public, privé et social.

Documents internes d’UNICEF :

* + L’analyse d’UNICEF produite par le Bureau de Pays comprend: l’analyse de la situation des enfants (SitAn), la plateforme de préparation aux urgences (PPU), l’orientation pour les programmes tenant compte des risques (GRIP), l’évaluations des risques centrés sur l’enfant (CCRA), etc.
	+ Examen des composantes du changement climatique dans le cycle programmatique d’UNICEF (Document de Programme de Pays (CPD), notes stratégiques du programme (PSN), etc.) et le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF).
	+ Rapports antérieurs de l’analyse CLAC préparés par les bureaux de pays d’UNICEF dans des contextes similaires.
	+ Politiques, stratégies et analyses globales pertinentes (p. ex. stratégies et orientations globales en matière de changement climatique, plan stratégique, identification des CDN, etc.).

Identification des parties prenantes

* + Identification et analyse des principales parties prenantes du changement climatique, en mettant l’accent sur les partenaires potentiels (gouvernementaux, multilatéraux, bilatéraux, organisation de la société civile, secteur privé, organisations de la jeunesse, organisations dirigées par des jeunes et universités) dont les priorités et les stratégies abordent directement les questions de changement climatique ayant un impact sur les enfants et les jeunes.

Présentation sommaire

Sur la base de l’examen sur dossier, le/la consultant e national(e) appuiera à la préparera une présentation PowerPoint qui comprendra une évaluation préliminaire du changement climatique dans le pays et son impact sur la survie et le développement de l’enfant. La présentation PowerPoint doit montrer :

* + L’impact des questions liées au changement climatique sur les enfants et les adolescents (y compris migrants, vivant avec un handicap, les aspects de genre, etc.).
	+ Changements climatiques observés et projetés dans le pays et impacts apparentés, y compris les zones à forte exposition (il s’agira probablement d’un certain nombre de cartes pour divers paramètres du changement climatique tels que les inondations et l’élévation du niveau de la mer, les sécheresses, les maladies à transmission vectorielle, les tempêtes, les vagues de chaleur ou de froid, les points chauds de pénurie d’eau, etc.).
	+ D’autres problèmes environnementaux pertinents affectant les enfants tels que la dégradation de l’environnement, la pollution atmosphérique, l’environnement marin / aquatique, l’industrie minière / extractive et la pollution chimique.
	+ La situation énergétique des enfants (par exemple à la maison, à l’école, dans les structures de santé, dans les lieux publics, etc.).
	+ Réflexion initiale sur l’avantage comparatif d’UNICEF sur les questions de changement climatique dans le contexte national.

En outre, la présentation devrait inclure une liste des parties prenantes à interviewer et une liste des questions d’entretien.

Une fois la présentation PowerPoint terminée, le/ la consultant(e) national(e) appuiera à l’organisation d’un atelier de lancement hybride (en personne et en virtuel) d’une demi-journée à l’intention d’UNICEF (et des principaux homologues gouvernementaux si approuvé par UNICEF) afin d’examiner les résultats proposés à ce jour et les prochaines étapes. Le lieu et l’ordre du jour seront approuvés par UNICEF.

1. **Compiler des informations supplémentaires relatives aux questions relatives aux changements climatiques**

Sur la base de l’atelier de lancement, le/ la consultant(e) national(e) appuiera au suivi de tous les points d’action, à la réalisation des entretiens et corroboration des informations des parties prenantes avec les documents de référence de l’examen sur dossier. Il s’agira notamment des éléments suivants :

* + Examens supplémentaires de documents pertinents.
	+ Entreprendre de réunions de suivi avec les sections du programme d’UNICEF :
		- Recueillir des informations et des rapports supplémentaires auprès de différentes sections du Bureau de Pays d’UNICEF sur le travail et les liens avec le changement climatique ainsi que sur les opportunités potentielles.
	+ Mener des entretiens avec les principales parties prenantes (liste approuvée par UNICEF) :
		- Collecter des informations, des rapports et des perspectives de programmation supplémentaires provenant de gouvernements clés, de partenaires de développement, du secteur privé et de la société civile.
		- Discussions de groupe de discussion et consultations avec des jeunes et des adolescents sur les changements climatiques et identifier les opportunités d’engagement avec les organisations de la jeunesse et les voix des jeunes.
1. **Analyse**

Le/ la consultant(e) national(e) appuiera à l’analyse de l’impact des questions de changement climatique sur les enfants en mettant l’accent sur les enfants vivant dans des zones exposées aux menaces du changement climatique. Le Bureau d’études ou le/ la consultant(e) national(e) appuiera à l’élaboration ensuite des recommandations stratégiques à l’intention d’UNICEF.

Sans s’y limiter, les questions clés auxquelles l’analyse CLAC doit répondre dans la sont les suivantes :

* + Quels sont les principaux problèmes dus aux changements climatiques qui affectent le pays ?
	+ Quelle analyse des risques existe-t-il (changement climatique, risques naturels, environnementaux, économiques, conflictuels, etc.) ? Quelle est la probabilité de ces risques ? Existe-t-il des risques résultant de la combinaison de menaces ou de dangers et de vulnérabilités à différents niveaux, auxquels les enfants et les adolescents sont exposés ? L’analyse des risques est-elle sensible aux enfants et vise-t-elle à protéger les droits des enfants et des adolescents ? L’analyse s’étend-elle aux niveaux infranational et local ? L’analyse a-t-elle été utilisée pour éclairer des mesures à ce jour ?
	+ Quels sont les principaux parties prenantes liés au changement climatique dans le pays qui affecteraient le plus les moyens de subsistance, les capacités et les opportunités pour les enfants et les adolescents ? Quels groupes d’enfants et d’adolescents sont particulièrement vulnérables ? Quel sera l’impact sur les enfants (en particulier les plus vulnérables) si les risques identifiés ne sont pas atténués dans les délais associés ?
	+ Quelles sont les politiques, les stratégies et les priorités du gouvernement en matière de changements climatiques ? Quels sont les engagements budgétaires ? Quels sont les partenaires / homologues impliqués et travaillent-ils ensemble (par exemple, le Ministère de l’Environnement, le secteur privé, etc.) ?
	+ Les politiques et stratégies/priorités climatiques du gouvernement ou du secteur tiennent-elles compte des droits de l’enfant ? Les bonnes stratégies/priorités des enfants tiennent-elles compte des changements climatiques ? Quels sont les goulets d’étranglement et les obstacles qui affectent le respect des droits des enfants et des adolescents ?
	+ Qui sont les principales parties prenantes des initiatives en matière de changement climatique ? Quelles sont les initiatives et les programmes en cours en matière de changement climatique, y compris le Bureau de Pays d’UNICEF ? Les initiatives et programmes en cours en matière de changement climatique profitent-ils aux enfants ?
	+ Comment les problèmes de changement climatique identifiés affectent-ils les initiatives et programmes actuels et prévus d’UNICEF ?
	+ Comment les enfants et les adolescents sont-ils engagés et consultés dans les initiatives sur les changements climatiques ? Des résultats ont-ils été obtenus grâce à leur engagement significatif ? Quelles sont les perceptions et les attentes des enfants et des adolescents en matière d’action contre le changement climatique ?
	+ Quelles sont les capacités qui existent aux niveaux national et provincial pour réduire le risque associé aux changements climatiques ?
	+ Quelles sont les opportunités et les lacunes dans la conception des plans et des stratégies de lutte contre les changements climatiques pour protéger les droits des enfants et des adolescents ?
	+ Identifier les lacunes dans les connaissances sur les questions relatives au changement climatique et recommander des mesures pour combler ces lacunes.
	+ Comment renforcer les efforts du gouvernement pour faire face aux risques identifiés liés aux changements climatiques d’une manière qui garantisse les droits des enfants et des adolescents, augmente leur résilience et permette le plein développement de leur potentiel.
	+ Comment informer et améliorer les politiques, les stratégies et les plans, les cadres juridiques et réglementaires, ainsi que la budgétisation pour assurer une meilleure préparation et une meilleure réponse aux risques liés au changement climatique pour les enfants et les adolescents.
	+ Comment éclairer au mieux les mises à jour centrées sur l’enfant de la contribution déterminée au niveau national (CDN), du Plan national d’adaptation (PAN) et d’autres stratégies nationales.
	+ Quels sont les messages de plaidoyer clés pour que UNICEF sensibilise et agisse davantage en faveur de l’adaptation et de la résilience au changement climatique ?
	+ Comment renforcer la résilience des communautés et des populations vulnérables au changement climatique, avec des réflexions sur la vie quotidienne et les comportements des individus ?
	+ Comment les adolescents et les jeunes peuvent s’engager à renforcer leur adaptation et leur résilience aux risques identifiés ?
	+ Quel est l’avantage comparatif, les partenariats stratégiques et les plateformes d’intervention d’UNICEF ?
	+ Quelles sont les possibilités et les points d’entrée pour la programmation sur l’action en faveur des changements climatiques centrée sur les enfants ?
	+ Comment UNICEF peut-il combler les lacunes dans les programmes sur le changement climatique au profit des enfants ?
	+ Quels bailleurs de fond sont les plus susceptibles de financer les initiatives et programmes d’UNICEF en matière de changement climatique.
1. **Rapport de l’analyse CLAC**
* **Projet de rapport de l’analyse CLAC :**
* Appuyer à l’organisation des commentaires et des recommandations autour des quatre piliers de « l’Approche d’UNICEF face au changement climatique » [[1]](#footnote-1):
	1. Faire des enfants une cible des stratégies environnementales
	2. Responsabiliser les enfants en tant qu’agents de changement
	3. Réduire les émissions et la pollution
	4. Protéger les enfants contre les impacts
	+ Contribution au rapport de l’analyse CLAC rédigé conformément aux directives globales de l’analyse CLAC.
* **Appui à l’organisation de l’atelier de validation et de diffusion :**
	+ Valider le rapport avec les parties prenantes lors d’un atelier d’une journée.
	+ Les points de vue des parties prenantes internes et externes sont recueillis au cours de l’atelier et commentaires sont adressés.
	+ Les invités, le lieu et l’ordre du jour devant être approuvés par UNICEF.
* **Rapports finaux de l’analyse CLAC :**

En fonction des points de vue et des points de vue des parties prenantes internes et externes, incorporer les modifications apportées à une version finale du rapport interne de l’analyse CLAC. Le rapport final remanié, formaté et référencé comprendra un résumé (pas plus de 4 pages) avec les principales conclusions et recommandations.

Sur la base de l’analyse CLAC finale approuvée, le/ la consultant(e) national(e) appuiera à la préparation des documents supplémentaires suivants :

* + Présentation PowerPoint sommaire (max. 20 diapositives)
	+ Supports de communication basés sur l’analyse CLAC (par exemple, communiqué de presse, info-note, tweets, etc.)
	+ Une note d’orientation politique de 4 pages présentant les principales conclusions du rapport avec des infographies et un langage engageant, y compris un ensemble de données clés pour les besoins de financement climatique. Voir « Policy Brief Climate Landscape Analysis For Children In Viet Nam (UNICEF, 2021) ».
	+ Un rapport l’analyse CLAC raccourcis, orienté vers un public extérieur et qui supprime les recommandations et les réflexions internes. Ce rapport sera utilisé pour articuler clairement la situation des enfants en ce qui concerne la crise climatique et mettre en évidence les principaux domaines d’intervention d’UNICEF. Le public de ce rapport est composé de partenaires gouvernementaux et de développement et devrait être un sous-ensemble du rapport complet de l’analyse CLAC.
1. **Soutien administratif et à la planification**
	* Le Bureau d’études ou le/ la consultant(e) national(e) appuiera à assurer une coordination étroite avec le point focal sur les changements climatiques du Bureau de Pays d’UNICEF.
	* Le travail sera une combinaison de travail de bureau / examen sur dossier ; avec des consultations, des réunions et des visites de sites fréquentes dans le pays.
	* On s’attend à ce que le/la consultant(e) national(e) soit en mesure de travailler de façon indépendante pour appuyer à organiser et faciliter les réunions internes, les réunions/tables rondes externes, les présentations pour les réunions avec les parties prenantes.
	* Le Bureau d’études ou le/ la consultant(e) nationale est tenue de fournir son propre équipement informatique et de communication (ordinateurs portables, téléphones, etc.).
	* Le Bureau d’études ou le/ la consultant(e) national(e) doit connaître les conditions de l’emplacement de la recherche. Dans certaines circonstances, des dispositions particulières en matière de sécurité et de logistique sont nécessaires. Par conséquent, lorsqu’ils présentent des propositions, les soumissionnaires devraient tenir sérieusement compte de ces éléments. UNICEF n’est pas responsable des coûts ou arrangements supplémentaires imprévus requis pendant la mise en œuvre de la mission.
2. **Calendrier des activités**

On s’attend à ce que le/ la consultant(e) appuie à la production des livrables suivants qui, après approbation, seront liés aux paiements, comme indiqué dans le tableau ci-dessous

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Livrables | Principaux composants | Échéance  | Nombre de jours |
| Livrable 1 : Plan de travail | Plan de travail détaillé approuvé par UNICEF | 30% | 2 jours  |
| Livrable 2 : Présentation PowerPoint + atelier | Présentation PowerPointProcès-verbal du premier atelierVersions électroniques de tous les documents disponibles | 15 jours Dont 5 jours de terrain |
| Livrable 3 : Rapport provisoire de l’analyse CLAC | L’ébauche du rapport de l’analyse CLAC est disponible en français pour consultation finale avec les parties prenantes internes et externes.Compte rendu du deuxième atelier | 30 % | 20 sur place |
| Livrable 4 : Dossier final du rapport de l’analyse CLAC | Versions française et anglaise. Présentations PowerPoint avec version française et anglaiseNote d’orientation politique Matériel de communication basé sur l’analyse CLACRapport analyse CLAC externe | 40 % | 8 jours  |

1. **Supervision**

Le/ la consultant(e) national(e) rendra compte directement au Spécialiste WASH et Changement Climatique de l’UNICEF. Le/ la consultant(e) travaillera en collaboration avec un consultant national dont il ou elle assura la supervision technique et élaborera le plan de travail.

1. **Lieu de consultation et conditions de travail**

Le/la consultant (e) national(e) devra disposer de ses propres équipements de travail et utilisera les moyens logistiques de l’UNICEF pour tous les trajets professionnels (Djibouti dehors de la capitale). Le/la consultant (e) national sera basé à Djibouti.

1. **Rémunération**

L’offre financière couvrira les dépenses suivantes :

* Les honoraires journalieres,
* Les Propositions financieres
1. **Termes de Paiement**

Le/la consultant(e) nationale sera payé à la soumission de factures relatives aux différents produits/livrables, sous réserve de validation par le superviseur de la consultation. Les factures devront tenir compte du nombre de jours réellement exécutés sur le terrain.

Le paiement se fera comme suit :

1. 1ere tranche : 30% après soumission et approbation du plan de travail et présentation PowerPoint + atelier (L1 et L2)

2. 2eme tranche : 30% après soumission du rapport provisoire de l’analyse CLAC (L3)

3. 3eme et dernière tranche : 40% après soumission du dossier final du rapport de l’analyse CLAC (L4)

|  |  |
| --- | --- |
| Livrables | Lier le paiement |
| Livrable 1 : Plan de travail | 30% |
| Livrable 2 : Présentation PowerPoint + atelier |
| Livrable 3 : Rapport provisoire de l’analyse CLAC | 30 % |
| Livrable 4 : Dossier final du rapport de l’analyse CLAC | 40 % |
| Perdiem journalier/DSA (05 jours) |  |
| Total |  |

1. **Qualifications & Expérience professionnelle**

Pour conduire ce travail, le/la consultant (e) individuel (le) devrait :

* Avoir un diplôme universitaire (Master) au minimum dans le domaine de la gestion de l’environnement, ou de la gestion des ressources naturelles en général, ou tout autre domaine pertinent au changement climatique
* Posséder une bonne connaissance du contexte de Djibouti et/ou de la région
* Avoir une connaissance de des politiques internationales et régionales en matière d’adaptation au CC et de renforcement de capacité
* Avoir une connaissance ou expérience de travail sur les questions de gouvernance, plaidoyer et de monitoring participatif ;
* Maitriser correctement la langue française ; connaissance opérationnelle de l’anglais souhaitée
* Avoir une expérience professionnelle au moins de 5 ans en gestion de l’environnement ou tout autre domaine pertinent au CC ;
* Avoir au moins 3 ans d’expérience sur des sujets liés à l’adaptation au CC, renforcement des capacités au niveau des institutions de l’Etat et/ou des partenaires de la coopération internationale ;
* Avoir rédigé des rapports et/ou des plans d’actions pour les Agences de coopération en soutien aux gouvernements, basés sur le sujet du CC, l’adaptation et pour le renforcement des politiques des pays face au sujet, dans les différents secteurs impliques
1. **Critères d’évaluation des offres techniques (du consultant individuel ou du consultant principal du bureau d’études)**

| Critères techniques | Sous-critères | Maximum pointage |
| --- | --- | --- |
| Méthodologie et compréhension des termes de référence  | * Compréhension de la portée du travail et des objectifs de l’étude, 10
 | Total 10 points |
| Méthodologie* Cohérent avec les termes de référence ou le contexte 10 pts
* N’est pas en ligne 0 pt
 | Total 10 points |
| Expérience et références techniques pertinentes  | Expériences similaires, maximum 30 points* 4 contrats/études similaires et plus : 30
* 3 contrats/études similaires : 20
* 2 contrats/études similaires : 15
* 1 contrats/études similaires : 5

Connaissance du contexte Djiboutien ou de la région, maximum (oui =5 points, non = 0 points)Expérience professionnelle d’au moins 5 ans en gestion de l’environnement ou tout autre domaine connexes au CC, maximum (10 points)* 5 années d’expérience et plus, 10 points
* Moins de 5 années d’expérience, 05 points

Expérience dans l’élaboration de rapports et/ou des plans d’actions sur le sujet du CC, l’adaptation et pour le renforcement des politiques des pays face au sujet, dans les différents secteurs impliques, maximum 10 points* Plus de 3 rapports, 10 points
* 2 à 3 rapports, 7 points
* 1 rapport, 3 points
 | Total 55 points |
| Qualifications | Qualification et expériences maximum* Doctorat en gestion de l’environnement, ou de la gestion des ressources naturelles en général, ou tout autre domaine pertinent au changement climatique (25 points)
* Master en gestion de l’environnement, ou de la gestion des ressources naturelles en général, ou tout autre domaine pertinent au changement climatique (20 pts)
 | Total 25 points |

##

1. [UNICEF, An Environment Fit for Children, 2019](https://www.unicef.org/documents/environment-fit-children-unicefs-approach-climate-change) [↑](#footnote-ref-1)